

Rapport financier 2012 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Julie

Code géographique : 59010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvie Forest CPA, CA, trésorière, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Sainte-Julie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.
(Nom de l'organisme)

Date

2013-05-03

Signature



Dernière modification : 2013-05-02 11:49:14

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	30

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de Ville de Sainte-Julie,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Sainte-Julie et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2012, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Sainte-Julie et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Sainte-Julie inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Brossard
Le 3 mai 2013

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A105474

DATE 2013-05-03

Dernière modification : 2013-05-02 11:49:14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2013-05-02 11:49:14

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	31 352 495	32 171 889	32 132 692		32 132 692
Compensations tenant lieu de taxes	2	640 053	639 749	640 871		640 871
Quotes-parts	3					6 062 996
Transferts	4	1 590 146	2 136 367	2 425 303		2 425 303
Services rendus	5	3 381 223	3 196 396	3 160 917		231 786
Imposition de droits	6	1 596 285	1 478 500	1 860 574		1 860 574
Amendes et pénalités	7	189 459	178 800	228 697		767 848
Intérêts	8	186 292	170 000	287 861		32 093
Autres revenus	9	1 102 332	992 916	1 472 534		21 581
	10	40 038 285	40 964 617	42 209 449		7 116 304
Investissement						
Taxes	11			858		858
Quotes-parts	12					140 227
Transferts	13	769 362	3 150 000	1 443 857		1 443 857
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14	324 282	6 551 760	619 110		619 110
Autres	15	463 000		88 096		88 096
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	1 556 644	9 701 760	2 151 921		140 227
	18	41 594 929	50 666 377	44 361 370		7 256 531
Charges						
Administration générale	19	5 265 032	5 701 893	5 653 159	277 247	5 930 406
Sécurité publique	20	6 241 818	6 663 637	6 684 427	352 557	5 405 396
Transport	21	7 048 486	8 096 186	10 208 182	2 661 381	12 869 563
Hygiène du milieu	22	6 529 368	7 089 196	6 843 333	1 928 533	1 421 822
Santé et bien-être	23	266 685	260 808	256 598		256 598
Aménagement, urbanisme et développement	24	863 298	1 049 006	981 055	24 094	1 005 149
Loisirs et culture	25	5 554 309	5 942 556	5 924 896	1 000 338	6 925 234
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	1 760 006	1 783 062	1 738 726		171 528
Amortissement des immobilisations	28	5 631 826	5 835 359	6 244 150	(6 244 150)	
	29	39 160 828	42 421 703	44 534 526		6 998 746
Excédent (déficit) de l'exercice	30	2 434 101	8 244 674	(173 156)		257 785

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 434 101		8 244 674	(173 156)	257 785	92 616
Moins: revenus d'investissement	2	(1 556 644 )	(	9 701 760)	(2 151 921)	(140 227)	(2 151 921)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	877 457		(1 457 086)	(2 325 077)	117 558	(2 059 305)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	5 631 826		5 835 359	6 244 150	654 603	6 890 766
Produit de cession	5	8 574		8 000	33 250	14 285	47 535
(Gain) perte sur cession	6	(733)			16 599	(2 800)	13 799
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	5 639 667		5 843 359	6 293 999	666 088	6 952 100
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12	61 941		59 883	56 710		56 710
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15	61 941		59 883	56 710		56 710
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	75 834			2 161 277		2 161 277
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 387 508 )	(	4 050 580)	(4 350 167)	(393 380)	(4 743 547)
	18	(4 311 674)		(4 050 580)	(2 188 890)	(393 380)	(2 582 270)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(756 329 )	(	129 593)	(340 257)	(12 714)	(467 770)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					74 521	74 521
Excédent de fonctionnement affecté	21	291 854			432 198	302 722	734 920
Réserves financières et fonds réservés	22	(694 434)		(637 120)	(610 093)	(55 510)	(665 603)
Montant à pourvoir dans le futur	23	26 782		371 137	102 957	(7 446)	95 511
Financement des investissements en cours	24						
	25	(1 132 127)		(395 576)	(415 195)	327 001	(228 421)
	26	257 807		1 457 086	3 746 624	599 709	4 198 119
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 135 264			1 421 547	717 267	2 138 814

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	1 556 644	9 701 760	2 151 921	140 227	2 151 921
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(56 552)	(413 500)	(262 989)	()	(262 989)
Sécurité publique	3	(2 229 247)	(84 700)	(80 786)	(48 071)	(128 857)
Transport	4	(3 419 380)	(12 162 667)	(3 354 827)	()	(3 354 827)
Hygiène du milieu	5	(1 481 564)	(4 821 743)	(1 899 252)	(140 227)	(2 039 479)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(121 747)	(155 000)	(19 778)	()	(19 778)
Loisirs et culture	8	(1 599 840)	(776 500)	(439 865)	()	(439 865)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(8 908 330)	(18 414 110)	(6 057 497)	(188 298)	(6 245 795)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(28 416)	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(90 093)	(90 093)	(90 093)	()	(90 093)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 260 606	7 430 500	4 314 800		4 314 800
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	756 329	129 593	340 257	(12 714)	467 770
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	18 200				
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 475 054		(15 307)	60 785	45 478
Réserves financières et fonds réservés	17	692 180	1 242 350	995 656		995 656
	18	3 941 763	1 371 943	1 320 606	48 071	1 508 904
	19	(1 767 638)	(9 701 760)	(512 184)	(140 227)	(512 184)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(210 994)		1 639 737		1 639 737

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 434 101		8 244 674		(173 156)	257 785	92 616
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(8 908 330 )	(	18 414 110 )	(	6 057 497)	(188 298)	(6 245 795)
Produit de cession	3	8 574		8 000		33 250	14 285	47 535
Amortissement	4	5 631 826		5 835 359		6 244 150	654 603	6 890 766
(Gain) perte sur cession	5	(733)				16 599	(2 800)	13 799
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(3 268 663)		(12 570 751)		236 502	477 790	706 305
Variation des propriétés destinées à la revente	8	28 416						
Variation des stocks de fournitures	9	8 281				(17 292)	12 448	(4 844)
Variation des autres actifs non financiers	10	148 826				(36 322)	(3 765)	(40 087)
	11	185 523				(53 614)	8 683	(44 931)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(649 039)		(4 326 077)		9 732	744 258	753 990
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(37 930 894)				(38 579 933)	(963 742)	(39 543 675)
Redressement aux exercices antérieurs	14							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(37 930 894)				(38 579 933)	(963 742)	(39 543 675)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(38 579 933)				(38 570 201)	(219 484)	(38 789 685)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>2011</u>		<u>2012</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	919 023	1 625 268	2 137 987	3 763 255
Placements temporaires	2	60 399			
Débiteurs (note 5)	3	10 597 343	10 518 437	587 224	11 110 617
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5	269 696	303 079		303 079
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8	793 000	914 000		914 000
	9	12 639 461	13 360 784	2 725 211	16 090 951
PASSIFS					
Découvert bancaire	10	698 773			
Emprunts temporaires	11	1 560 075	800 000		800 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	6 611 985	8 739 873	864 776	9 609 605
Revenus reportés (note 11)	13	824 260	710 089		710 089
Dette à long terme (note 12)	14	40 878 301	40 630 023	1 597 527	42 227 550
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	646 000	1 051 000	482 392	1 533 392
	16	51 219 394	51 930 985	2 944 695	54 880 636
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(38 579 933)	(38 570 201)	(219 484)	(38 789 685)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 13)	18	115 191 799	114 955 297	6 213 413	121 160 389
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	523 720	523 720		523 720
Stocks de fournitures	20	344 076	361 368	24 063	385 431
Autres actifs non financiers (note 15)	21	379 076	415 398	39 988	455 386
	22	116 438 671	116 255 783	6 277 464	122 524 926
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 334 469	1 844 598	981 409	2 826 007
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 176 233	1 285 197	577 151	1 862 348
Montant à pourvoir dans le futur	25	(1 432 572)	(1 535 529)	(116 464)	(1 651 993)
Financement des investissements en cours	26	(2 636 270)	(996 533)		(996 533)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	79 416 878	77 087 849	4 615 884	81 695 412
	28	77 858 738	77 685 582	6 057 980	83 735 241

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Réalizations 2012		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 434 101	(173 156)	257 785	92 616
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	5 631 826	6 244 150	654 603	6 890 766
Autres					
- perte(gain) cession immos	3	(733)	16 599	(2 800)	13 799
-	4				
	5	8 065 194	6 087 593	909 588	6 997 181
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	1 772 046	78 906	(49 492)	43 036
Autres actifs financiers	7	(787 240)	(121 000)		(121 000)
Créditeurs et charges à payer	8	(314 736)	2 127 888	(62 333)	2 051 933
Revenus reportés	9	156 426	(114 171)		(114 171)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	293 000	405 000	167 696	572 696
Propriétés destinées à la revente	11	28 416			
Stocks de fournitures	12	8 281	(17 292)	12 448	(4 844)
Autres actifs non financiers	13	148 826	(36 322)	(3 765)	(40 087)
	14	9 370 213	8 410 602	974 142	9 384 744
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	8 908 330 ) (	6 057 497 ) (	188 298 ) (	6 245 795)
Produit de cession	16	8 574	33 250	14 285	47 535
	17	(8 899 756)	(6 024 247)	(174 013)	(6 198 260)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	90 093 ) (	90 093 ) (	) (	90 093)
Remboursement ou cession	19	61 941	56 710		56 710
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(28 152)	(33 383)		(33 383)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	4 583 917	4 609 950		4 609 950
Remboursement de la dette à long terme	24 (	4 748 107 ) (	4 847 507 ) (	393 380 ) (	5 240 887)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 205 925)	(760 075)		(760 075)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	12 529	(10 721)		(10 721)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(2 357 586)	(1 008 353)	(393 380)	(1 401 733)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 915 281)	1 344 619	406 749	1 751 368
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	2 195 930	280 649	1 731 238	2 011 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²	32	280 649	1 625 268	2 137 987	3 763 255

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	8 252 302	8 774 928	8 828 021	3 835 556	12 663 577
Charges sociales	2	2 302 778	2 426 161	2 516 466	1 077 908	3 594 374
Biens et services	3	9 827 460	11 573 916	11 260 042	1 222 303	12 440 878
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 522 822	1 515 123	1 376 932	65 025	1 441 957
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	123 184	130 939	135 665		135 665
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	114 000	137 000	226 129	106 503	332 632
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	10 343 361	10 933 965	10 683 640		4 352 545
Autres	10					
Autres organismes	11	985 585	1 013 610	3 074 504	36 848	3 111 352
Amortissement des immobilisations	12	5 631 826	5 835 359	6 244 150	654 603	6 890 766
Autres						
-	13	57 510	80 702	188 977		188 977
-	14					
-	15					
	16	39 160 828	42 421 703	44 534 526	6 998 746	45 152 723

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Revenus				
Taxes	1	32 171 889	32 133 550	31 352 495
Compensations tenant lieu de taxes	2	639 749	640 871	640 053
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 286 367	3 869 160	2 359 508
Services rendus	5	3 354 772	3 223 364	3 442 628
Imposition de droits	6	1 478 500	1 860 574	1 596 285
Amendes et pénalités	7	1 009 158	996 545	843 918
Intérêts	8	181 379	319 954	211 684
Autres revenus	9	7 544 676	2 201 321	1 924 596
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	51 666 490	45 245 339	42 371 167
Charges				
Administration générale	12	6 010 581	5 930 406	5 532 837
Sécurité publique	13	7 816 685	7 883 832	7 259 969
Transport	14	10 710 393	12 869 563	9 597 825
Hygiène du milieu	15	8 351 947	8 371 687	8 830 905
Santé et bien-être	16	260 808	256 598	266 685
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 078 606	1 005 149	879 511
Loisirs et culture	18	6 718 388	6 925 234	6 301 454
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	1 947 182	1 910 254	1 879 286
	21	42 894 590	45 152 723	40 548 472
Excédent (déficit) de l'exercice	22	8 771 900	92 616	1 822 695
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		83 642 625	81 819 930
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		83 642 625	81 819 930
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		83 735 241	83 642 625

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 771 900	92 616	1 822 695
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	19 162 810 ) (	6 245 795 ) (	8 740 455)
Produit de cession	3	8 000	47 535	9 669
Amortissement	4	6 041 112	6 890 766	6 243 095
(Gain) perte sur cession	5		13 799	(816)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(13 113 698)	706 305	(2 488 507)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			28 416
Variation des stocks de fournitures	9		(4 844)	7 416
Variation des autres actifs non financiers	10		(40 087)	161 634
	11		(44 931)	197 466
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(4 341 798)	753 990	(468 346)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(39 543 675)	(39 075 329)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(39 543 675)	(39 075 329)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(38 789 685)	(39 543 675)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 3 763 255	2 650 261
Placements temporaires	2	60 399
Débiteurs (note 5)	3 11 110 617	11 126 409
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5 303 079	269 696
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8 914 000	793 000
	9 16 090 951	14 899 765
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	698 773
Emprunts temporaires	11 800 000	1 560 075
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12 9 609 605	7 530 428
Revenus reportés (note 11)	13 710 089	824 260
Dettes à long terme (note 12)	14 42 227 550	42 869 208
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15 1 533 392	960 696
	16 54 880 636	54 443 440
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17 (38 789 685)	(39 543 675)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 13)	18 121 160 389	121 866 694
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19 523 720	523 720
Stocks de fournitures	20 385 431	380 587
Autres actifs non financiers (note 15)	21 455 386	415 299
	22 122 524 926	123 186 300
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 83 735 241	83 642 625
Obligations contractuelles (note 16)		
Éventualités (note 17)		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012		2011
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	92 616		1 822 695
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	6 890 766		6 243 095
Autres				
-	3	13 799		(816)
-	4			
	5	6 997 181		8 064 974
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6	43 036		1 755 255
Autres actifs financiers	7	(121 000)		(787 240)
Créditeurs et charges à payer	8	2 051 933		(235 370)
Revenus reportés	9	(114 171)		156 426
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	572 696		338 808
Propriétés destinées à la revente	11			28 416
Stocks de fournitures	12	(4 844)		7 416
Autres actifs non financiers	13	(40 087)		161 634
	14	9 384 744		9 490 319
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	15	(6 245 795 )	(	8 740 455)
Produit de cession	16	47 535		9 669
	17	(6 198 260)		(8 730 786)
Activités de placement				
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	18	(90 093 )	(	90 093)
Remboursement ou cession	19	56 710		61 941
Variation nette des placements temporaires	20			
Variation nette des autres placements à long terme	21			
	22	(33 383)		(28 152)
Activités de financement				
Émission de dettes à long terme	23	4 609 950		4 736 090
Remboursement de la dette à long terme	24	(5 240 887 )	(	5 174 865)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(760 075)		(2 205 925)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(10 721)		12 529
Autres				
-	27			
-	28			
	29	(1 401 733)		(2 632 171)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 751 368		(1 900 790)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	2 011 887		3 912 677
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	3 763 255		2 011 887

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Julie a été constituée sous l'autorité de la Loi sur les cités et villes par lettres patentes octroyées par le décret numéro 3576 en date du 20 octobre 1971.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers [consolidés] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants:
Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes Sainte-Julie Saint-Amable (RIEP)
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL)

B) Comptabilité d'exercice

Base de présentation

Les états financiers de Ville de Sainte-Julie sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci après les "normes comptables").

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif (premier entré, premier sorti).

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations sont amorties, en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

	<u>Taux</u>
Infrastructures	de 2,5% à 6,67%
Bâtiments	2,5% à 6,67%
Véhicules	de 5% à 40%
Ameublement et équipement de bureau	de 10% à 20%
Machinerie, outillage et équipement	de 5% à 10%
Améliorations locatives	15,38%

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

D) Revenus de transfert

Voir B).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

E) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Ces avantages comprennent les prestations de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2012 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 3 ans.

Dans la mesure où il existe une provision pour moins-value, les gains et les pertes sur l'expérience constatés et ceux résultant des modifications apportées aux dispositions des régimes et aux hypothèses actuarielles sont reconnus immédiatement afin de compenser la variation de la provision pour moins-value découlant des gains ou des pertes actuarielles. Les gains et pertes n'ayant pas été ainsi reconnus immédiatement sont amortis sur la DMERCA des participants actifs selon les directives de la Ville à compter de l'année suivant leur détermination. Cette approche est conforme à l'approche préconisée par le MAMROT.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

RIPRSL

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2012 selon la méthode suivante: Valeur liée au marché - 3 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

F) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état consolidé de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- pour les mesures d'allègement consenties par le MAMROT selon lesquelles la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement reliées aux pertes de 2008 jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 10% entre le passif et l'actif au 1er janvier 2012 pouvaient être affectées dans un montant à pourvoir dans le futur. Les montants ainsi transférés doivent être totalement amortis sur une période maximale correspondant à la DMERCA (11 ans), soit au plus tard le 31 décembre 2019;

- pour la scission du régime de retraite entre la Ville de Sainte-Julie et la RIPRSL: l'amortissement correspond à la variation de la provision pour moins-value liée à ce montant. Montant appartenant aux régimes de la RIPRSL en vertu de la comptabilité distincte, mais toujours considéré dans les actifs du régime de la Ville de Sainte-Julie. La comptabilité distincte n'est pas reconnu lors d'une scission de régime. La Ville de Sainte-Julie récupérera ce montant lorsqu'il y aura surplus actuariel dans la caisse de retraite et qu'elle pourra bénéficier d'un congé de cotisations. À compter de l'année 2012, à cette variation s'ajoute un ajustement afin d'équilibrer les résultats à des fins fiscales découlant de l'avance versée au régime.

G) Autres éléments

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au plus faible du coût et de la juste valeur. Les placements à long terme à titre d'investissement sont comptabilisés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Les frais reportés sont composés du rôle d'évaluation qui est amorti sur une période variant de trois à six ans et du plan d'urbanisme et de la modification des règlements qui sont amortis sur une période de 5 ans.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 696 986	998 475
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 055 967	835 584
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	6 537 376	6 204 309
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	709 409	1 791 068
Organismes municipaux	8	1 746 666	1 676 017
Autres			
- Droits de mutations	9	525 778	249 405
- Autres tiers	10	535 421	370 026
	11	11 110 617	11 126 409
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	4 382 074	4 723 078
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	4 382 074	4 723 078
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	4 774	32 169
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	303 079	269 696
Autres placements	23		
	24	303 079	269 696
Note			
Le placement à titre d'investissement provient de la quote-part de la Ville de Sainte-Julie dans le fonds de garantie de franchise collective du Programme d'assurances de dommages UMQ pour les volets biens et responsabilité civile primaire. Cette quote-part est calculée en fonction des réclamations payées au 31 décembre 2012 et ne tient pas compte de provisions sur les réclamations en cours à cette date.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(1 533 392)	(960 696)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(1 533 392)</u>	<u>(960 696)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 724 403	1 390 480
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	59 367	58 419
	33	<u>1 783 770</u>	<u>1 448 899</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35	914 000	793 000
	36	<u>914 000</u>	<u>793 000</u>

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	5 448 198	3 199 041
Salaires et avantages sociaux	38	1 072 161	950 216
Dépôts et retenues de garantie	39	980 022	1 301 635
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Québec	42	140 846	442 286
- Gouvernement du Canada	43	29 665	15 228
- Organismes municipaux	44	95 286	137 521
- Intérêts - dette à long terme	45	184 977	201 300
- Autres courus passifs	46	1 658 450	1 283 201
	47	<u>9 609 605</u>	<u>7 530 428</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	3 273	
Transferts	49		
Autres			
- Revenus de l'année suivante	50	163 429	161 703
- Carrières, Carra et autres	51	543 387	662 557
	52	<u>710 089</u>	<u>824 260</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

						2012	2011
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	4,50	2013	2017	53	42 429 439	42 936 096
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	1 157	1 714
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59	114 388	238 111
Autres					60		
					61	42 544 984	43 175 921
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(317 434)	(306 713)
					63	42 227 550	42 869 208

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2012				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2013	64	72	4 806 044	80	87 508	89	570	97	4 894 122
2014	65	73	4 674 946	81	30 935	90	587	98	4 706 468
2015	66	74	4 557 205	82		91		99	4 557 205
2016	67	75	3 814 669	83		92		100	3 814 669
2017	68	76	3 024 233	84		93		101	3 024 233
2018 et +	69	77	21 552 342	85		94		102	21 552 342
	70	78	42 429 439	86	118 443	95	1 157	103	42 549 039
Intérêts et frais accessoires				87	(4 055)			104	(4 055)
	71	79	42 429 439	88	114 388	96	1 157	105	42 544 984

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>		
COÛT							
Infrastructures							
Eau potable	106	23 245 729	134	1 246 432	161	188	24 492 161
Eaux usées	107	50 323 392	135	1 103 961	162	189	51 427 353
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	108	47 136 570	136	3 245 141	163	190	50 381 711
Autres	109	20 612 110	137	668 325	164	191	21 271 678
Réseau d'électricité	110		138		165	192	
Bâtiments	111	23 507 844	139	135 031	166	193	23 642 875
Améliorations locatives	112	118 802	140	1 473	167	194	120 275
Véhicules	113	7 416 148	141	305 180	168	195	7 156 691
Ameublement et équipement de bureau	114	2 500 711	142	346 040	169	196	2 845 557
Machinerie, outillage et équipement divers	115	7 748 866	143	208 783	170	197	7 957 649
Terrains	116	2 710 321	144	7 532	171	198	2 717 853
Autres	117	100 933	145		172	199	100 933
	118	<u>185 421 426</u>	146	<u>7 267 898</u>	173	<u>574 588</u>	<u>192 114 736</u>
Immobilisations en cours	119	<u>13 990 519</u>	147	<u>(1 022 103)</u>	174	201	<u>12 968 416</u>
	120	<u>199 411 945</u>	148	<u>6 245 795</u>	175	<u>574 588</u>	<u>205 083 152</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ							
Infrastructures							
Eau potable	121	10 139 825	149	712 244	176	203	10 852 069
Eaux usées	122	19 889 612	150	1 260 947	177	204	21 150 559
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	123	20 999 538	151	1 992 381	178	205	22 991 919
Autres	124	7 276 587	152	970 709	179	206	8 244 272
Réseau d'électricité	125		153		180	207	
Bâtiments	126	7 932 030	154	841 981	181	208	8 774 011
Améliorations locatives	127	63 595	155	25 331	182	209	88 926
Véhicules	128	3 933 257	156	409 828	183	210	3 834 051
Ameublement et équipement de bureau	129	1 771 325	157	221 729	184	211	1 991 858
Machinerie, outillage et équipement divers	130	5 457 992	158	450 031	185	212	5 908 023
Autres	131	81 490	159	5 585	186	213	87 075
	132	<u>77 545 251</u>	160	<u>6 890 766</u>	187	<u>513 254</u>	<u>83 922 763</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	<u>121 866 694</u>				215	<u>121 160 389</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations							
Coût	216	572 238	219	17 511	221	223	436 395
Amortissement cumulé	217	(376 449)	220	(87 131)	222	224	(321 713)
Valeur comptable nette	218	<u>195 789</u>				225	<u>114 682</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	226		
Immeubles industriels municipaux	227	523 720	523 720
Autres	228		
	229	523 720	523 720
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	230		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	231	523 720	523 720

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	232	60 403	54 517
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	233	294 856	235 623
- Plan d'urbanisme	234	100 127	125 159
	235	455 386	415 299

Note**16. Obligations contractuelles**

Au cours des exercices 2012 et antérieurs, la Ville de Sainte-Julie et la RIPRSL ont accordé des contrats à long terme à différents organismes ou entreprises échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2017, pour une somme totalisant 20 343 034\$ dont 20 168 373\$ pour la Ville et 174 661\$ pour la RIPRSL. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville et la RIPRSL devront prévoir les sommes suivantes au cours des cinq prochains exercices financiers:

2013 :	16 482 774\$
2014 :	2 733 861\$
2015 :	704 884\$
2016 :	213 561\$
2017 :	207 954\$
	<u>20 343 034\$</u>

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville de Sainte-Julie garantit le paiement des dettes et obligations du Centre de la culture et du sport de Sainte-Julie pour un montant maximal de 5 175 000\$. Cette caution s'établit à 3 400 531 \$ au 31 décembre 2012.

b) Auto-assurance

La Ville assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour tous ses employés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

c) Poursuites

Dans plusieurs poursuites, la réclamation contre la Ville est prise en main par une compagnie d'assurances. En plus, une provision suffisante a été comptabilisée pour les autres poursuites afin de tenir compte de décisions qui pourraient être défavorables.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

S.O.

20. Emprunt bancaire

La Ville dispose d'une marge de crédit de 2 000 000 \$ au taux préférentiel (3,00% en 2012 et 2011). Cette marge de crédit permet à la Ville de contracter des emprunts temporaires pour le paiement de dépenses d'administration. La Ville dispose également d'une marge de crédit suffisante pour les dépenses effectuées en vertu de divers règlements d'emprunt. Ces marges sont remboursées à même l'argent provenant des taxes ou des obligations émises sous l'autorité desdits règlements.

La RIPRSL et la RIEP disposent d'une marge de crédit au taux préférentiel aux montants respectifs de 3 000 000\$ et 200 000\$.

21. Formation de la main d'oeuvre

La Ville de Sainte-Julie étant assujettie aux dispositions de la Loi favorisant le développement de la formation de la main d'oeuvre, elle doit investir un montant représentant au moins 1% de la masse salariale en formation. En 2012, l'investissement minimal devait être de 88 328\$ et la Ville a dépensé un montant de 103 297\$. Le solde reporté des dépenses admissibles au 1er janvier 2012 étant de 776 946\$, il reste au 31 décembre 2012 un solde à reporter sur les années futures de 791 915\$.

22. Fonds de roulement

La Ville de Sainte-Julie possède un fonds de roulement dont le capital autorisé est de 3 750 000\$. La Ville devra renflouer la partie utilisée qui est établie à 3 222 277\$. Le remboursement en capital pour les exercices de 2013 à 2017 est de 2 708 635\$ et pour les années 2018 à 2022 de 513 642\$. La RIPRSL possède également un fonds de roulement dont la quote-part de la Ville de Sainte-Julie est de 240 315\$.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 826 007	2 178 565
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 1 862 348	1 555 948
Montant à pourvoir dans le futur	3 (1 651 993 ) (	1 556 482)
Financement des investissements en cours	4 (996 533)	(2 636 270)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 81 695 412	84 100 864
	6 83 735 241	83 642 625

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Engagements	7 1 634	23 377
- Tournoi de golf	8 4 697	3 734
- Piste cyclable	9 12 535	12 535
- Immobilisations	10 265 307	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
	16 284 173	39 646
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
- Fonctionnement	17 505 433	300 263
-	18	
-	19	
	20 505 433	300 263
Réserves financières		
-	21	
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
	26	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27 599 441	612 617
Fonds parcs et terrains de jeux	28 40 542	96 996
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29	
Société québécoise d'assainissement des eaux	30	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 432 759	506 426
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 1 072 742	1 216 039
	39 1 862 348	1 555 948

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 (	33 861) (
40 926)		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (	159 089) (
Régimes non capitalisés	43 () (
169 688)		
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (	533 000) (
Autres	45 (	51 223) (
Régimes non capitalisés	46 () (
) (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Autres		
-	48 (	874 820) (
-	49 () (
828 000)		
	50 (	1 651 993) (
		1 556 482)
<hr/>		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51	152 261
Investissements à financer	52 (	1 148 794) (
	53	(996 533)
		(2 636 270)
<hr/>		
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54	121 160 389
Propriétés destinées à la revente	55	523 720
Prêts	56	
Placements à titre d'investissement	57	303 079
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59	121 987 188
		122 660 110
<hr/>		
Éléments de passif		
Dette à long terme	60	42 227 550
Frais reportés liés à la dette à long terme	61	317 434
Montants des débiteurs et autres montants affectés		
au remboursement de la dette à long terme	62 (	4 382 074) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 (	(2 128 866)) (
	64	40 291 776
		38 559 246
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	
	66	40 291 776
	67	81 695 412
		84 100 864

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>4</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Sainte-Julie offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées. En vertu du régime, les employés sont répartis en deux groupes distincts qui sont les employés cadres et les employés syndiqués et il existe des différences dans les dispositions du régime pour chacun des groupes.

L'âge normal de retraite est de 65 ans. Toutefois, le participant peut prendre une retraite facultative à compter de 55 ans si la somme de l'âge et des années de service atteint 85.

La rente de retraite au titre des services crédités pour les deux groupes d'employés est calculée à 2% du salaire final multiplié par le nombre d'années de service reconnu à compter du 1er janvier 1997. Avant cette date, le taux est de 1,3% jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles et de 2% pour l'excédent.

De plus, les employés cadres et les employés syndiqués bénéficient d'une rente de rattachement de 0,7% et de 0,35% respectivement basée sur le salaire final avant la retraite; cette rente cesse à 65 ans.

Des prestations sont également versées lors de la cession de la participation résultant du décès ou de la cession d'emploi avant la retraite.

La cotisation salariale des employés cadres est de 9,25% du salaire et celle des employés syndiqués correspond à 7,80%. La cotisation patronale doit être au moins égale à celle des employés et doit aussi être suffisante pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant l'année. En 2012, la cotisation de la Ville a été de 9,68% pour les employés cadres et de 9,59% pour les employés syndiqués.

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sainte-Julie est administré par un Comité de retraite composé de 10 membres. Le Comité a délégué certains de ses pouvoirs à des firmes spécialisées qui agissent comme actuaire, gestionnaire et gardien des valeurs de la caisse de retraite.

Le Comité a également adopté une politique de placement qui a comme objectif de formuler les principes et les règles que doit suivre le gestionnaire tout en s'assurant d'obtenir un taux de rendement maximum à l'intérieur d'un niveau de risque acceptable.

De plus, le Comité s'est doté, pour sa gouvernance, de règles de régie interne concernant l'administration du régime.

L'évaluation actuarielle la plus récente est en date du 31 décembre 2010.

RIPRSL

Au 1er janvier 2008, la RIPRSL a mis en place un régime de retraite à prestations déterminées pour chacun des groupes suivants: policiers syndiqués, cadres et employés de bureau et préposés aux communications.

Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: 65 ans

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008:

En fonction des dispositions du régime antérieur applicable, (annexes A,B et C du

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

règlement du régime)

Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date de retraite normale.

c) Date de la retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. (exception les policiers 50e anniversaire) Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008:

En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite. (exception:

2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008:

En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

0,5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite.

(exception: 0,35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de la retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

De plus une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

Prestation de décès après la retraite

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008:

En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Indexation après la retraite

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008:
En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:
Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.(Exception: Pour les employés de bureau et les préposés aux communications: Les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6,50% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Si la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté sur les années futures).

Règle du 50% (cotisations excédentaires)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990.

Cotisations

a) Cotisations salariales

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008:
En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 9% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,5% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours cet exercice.

c) Employés de bureau et préposés aux communications : 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 8,65% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursement payables aux employés.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (960 696)	(621 888)
Charge de l'exercice	5 (1 724 403)	(1 390 480)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 151 707	1 051 672
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(1 533 392)</u>	<u>(960 696)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 32 731 025	30 332 842
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (37 460 438)	(34 310 838)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (4 729 413)	(3 977 996)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 4 110 021	3 845 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (619 392)	(132 696)
Provision pour moins-value	13 (914 000)	(828 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(1 533 392)</u>	<u>(960 696)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>4</u>	<u>4</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 32 731 025	30 332 843
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (37 460 438)	(34 310 839)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(4 729 413)</u>	<u>(3 977 996)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 023 799	1 948 213
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 2 023 799	1 948 213
Cotisations salariales des employés	22 (1 011 803)	(988 352)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 1 011 996	959 861
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 373 503	274 776
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 86 000	(18 000)
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 1 471 499	1 216 637
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 106 766	1 923 584
Rendement espéré des actifs	34 (1 853 862)	(1 749 741)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 252 904	173 843
Charge de l'exercice	36 <u>1 724 403</u>	<u>1 390 480</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 207 337	1 646 348
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 853 862)	(1 749 741)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (646 525)	(103 393)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	(1 237 753)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 908 289	652 755
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 32 429 524	28 376 384
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,38 %	3,38 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,75 %	2,75 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2012	2011
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	<u> </u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	
	<u> </u>	<u> </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2012	2011
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	12	12

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2012	2011
Cotisations des élus au RREM 95	14 987	14 709
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	50 506	49 568
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	8 861	8 851
98	59 367	58 419

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2012

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	42 544 984
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 148 794
Activités de fonctionnement à financer	3	2 161 277
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	432 759
Débiteurs	8	4 382 074
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	4 394
Autres		
-	11	
-	12	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	41 035 828
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	
Endettement net à long terme	15	41 035 828
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	369 149
Communauté métropolitaine	17	266 204
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	41 671 181
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	41 671 181
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2012	2012	2012	2011	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	20 630 796	20 597 225	20 597 225	19 832 811
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	4 028 807	4 024 827	4 024 827	4 211 930
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	935 143	939 814	939 814	961 190
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	25 594 746	25 561 866	25 561 866	25 005 931
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 828 401	2 816 859	2 816 859	2 825 101
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	3 116 765	3 121 838	3 121 838	2 847 986
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	118 800	118 002	118 002	118 604
Service de la dette	18	513 177	514 127	514 127	554 873
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		858	858	
	21	6 577 143	6 571 684	6 571 684	6 346 564
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	6 577 143	6 571 684	6 571 684	6 346 564
	26	32 171 889	32 133 550	32 133 550	31 352 495

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	153	152	150
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	317	317	317
	31	470	469	467
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	57 968	59 013	54 736
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	566 475	566 553	570 279
	35	624 443	625 566	625 015
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	624 913	626 035	625 482
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	14 836	14 836	14 571
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	14 836	14 836	14 571
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	639 749	640 871	640 053

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2012	2012	2012	2011
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			1 820
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	33 328	56 112	56 112
Enlèvement de la neige	59			19 500
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	835 646	960 480	960 480
Transport adapté	62			649 506
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	21 214	123 142	123 142
Traitement des eaux usées	70			14 143
Réseaux d'égout	71	15 238	17 864	17 864
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	36 200	(56)	(56)
Autres	79			8 094
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	948	1 434	1 434
Promotion et développement économique	85			1 114
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	46 304	59 542	59 542
Activités culturelles				24 896
Bibliothèques	88	134 739	134 739	134 739
Autres	89	6 250	5 981	5 981
Réseau d'électricité	90			
	91	1 129 867	1 359 238	1 359 238
				916 881

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	1 149 000	461 965	461 965
Enlèvement de la neige	98			635 338
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		442 374	442 374
Transport adapté	101			(2 410)
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 141 000	407 088	407 088
Traitement des eaux usées	109	125 000	15 191	15 191
Réseaux d'égout	110	735 000	97 630	97 630
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126		18 235	18 235
Activités culturelles				103 161
Bibliothèques	127			
Autres	128		1 374	1 374
Réseau d'électricité	129			
	130	3 150 000	1 443 857	1 443 857
				769 362

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	1 006 500	1 066 065	1 066 065
Programme d'aide financière aux MRC	137			673 265
Autres	138			
	139	1 006 500	1 066 065	1 066 065
TOTAL DES TRANSFERTS	140	5 286 367	3 869 160	3 869 160
				2 359 508

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145	281 976	284 382	240 652
Sécurité incendie	146	5 000	16 892	16 892
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	286 976	301 274	257 544
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	16 500	18 074	10 467
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	16 500	18 074	10 467
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	303 476	319 348	268 011
				254 726

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2012	2012	2012	2011
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	125 775	120 455	124 007
Sécurité publique	184	1 600	1 335	117 936
Transport				
Réseau routier	185	131 841	128 001	126 018
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186	1 840 051	1 807 005	1 852 366
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	34 267	17 600	172 909
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	19 500	14 313	26 513
Loisirs et culture	194	739 886	752 860	768 153
Réseau d'électricité	195			
	196	2 892 920	2 841 569	3 187 902
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	3 196 396	3 160 917	3 442 628
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	78 500	70 135	116 110
Droits de mutation immobilière	199	1 400 000	1 790 439	1 480 175
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201			
	202	1 478 500	1 860 574	1 596 285
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	178 800	228 697	843 918
INTÉRÊTS	204	170 000	287 861	211 684
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(16 599)	816
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	6 551 760	619 110	324 282
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210		88 096	463 000
Autres	211	992 916	1 489 133	1 136 498
	212	7 544 676	2 179 740	1 924 596

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 012 359	1 016 920	53 285	1 070 205	1 070 205	1 034 648
Application de la loi	2	111 046	108 058		108 058	108 058	71 470
Gestion financière et administrative	3	2 158 493	2 183 101	114 391	2 297 492	2 297 492	2 297 408
Greffe	4	401 891	399 699	20 944	420 643	420 643	370 125
Évaluation	5	226 700	253 988		253 988	253 988	228 219
Gestion du personnel	6	330 887	326 324	17 099	343 423	343 423	338 731
Autres	7	1 460 517	1 365 069	71 528	1 436 597	1 436 597	1 192 236
	8	5 701 893	5 653 159	277 247	5 930 406	5 930 406	5 532 837
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 762 750	4 786 901	61 062	4 847 963	5 694 811	5 467 326
Sécurité incendie	10	1 469 314	1 529 949	291 495	1 821 444	1 821 444	1 417 690
Sécurité civile	11		8 035		8 035	8 035	2 510
Autres	12	431 573	359 542		359 542	359 542	372 443
	13	6 663 637	6 684 427	352 557	7 036 984	7 883 832	7 259 969
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 740 446	3 963 973	2 215 093	6 179 066	6 179 066	3 632 249
Enlèvement de la neige	15	903 919	924 345	95 360	1 019 705	1 019 705	1 034 015
Éclairage des rues	16	201 718	188 052	270 301	458 353	458 353	453 817
Circulation et stationnement	17	194 209	180 276		180 276	180 276	148 324
Transport collectif							
Transport en commun	18	5 055 894	4 951 536	80 627	5 032 163	5 032 163	4 329 420
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	8 096 186	10 208 182	2 661 381	12 869 563	12 869 563	9 597 825

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 813 611	1 813 607		1 813 607	1 262 919	2 120 020
Réseau de distribution de l'eau potable	24	577 279	535 770	618 603	1 154 373	1 304 882	1 371 881
Traitement des eaux usées	25	747 926	689 023	141 934	830 957	830 957	536 726
Réseaux d'égout	26	674 701	563 756	1 163 835	1 727 591	1 727 591	1 655 635
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 022 395	1 023 045		1 023 045	1 023 045	994 736
Élimination	28	946 640	947 147		947 147	947 147	944 963
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	601 814	602 014		602 014	602 014	551 784
Tri et conditionnement	30	555 427	555 508		555 508	555 508	274 195
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	46 590	67 322	4 161	71 483	71 483	315 701
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	31 381	31 381		31 381	31 381	38 835
Protection de l'environnement	38	71 432	14 760		14 760	14 760	26 429
Autres	39						
	40	7 089 196	6 843 333	1 928 533	8 771 866	8 371 687	8 830 905
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	260 808	256 598		256 598	256 598	266 685
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	260 808	256 598		256 598	256 598	266 685
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	839 050	819 717	24 094	843 811	843 811	732 990
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	8 000	2 000		2 000	2 000	2 000
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	123 956	123 107		123 107	123 107	124 307
Tourisme	49						
Autres	50	18 000	8 554		8 554	8 554	10 109
Autres	51	60 000	27 677		27 677	27 677	10 105
	52	1 049 006	981 055	24 094	1 005 149	1 005 149	879 511

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	704 348	705 399	104 881	810 280	810 280	722 020
Patinoires intérieures et extérieures	54	851 869	805 069		805 069	805 069	789 988
Piscines, plages et ports de plaisance	55	517 323	534 991		534 991	534 991	494 776
Parcs et terrains de jeux	56	1 780 561	1 814 813	635 638	2 450 451	2 450 451	2 172 586
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	71 060	87 916		87 916	87 916	78 411
Autres	59	33 224	16 199		16 199	16 199	12 989
	60	3 958 385	3 964 387	740 519	4 704 906	4 704 906	4 270 770
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	476 678	455 630	74 015	529 645	529 645	462 847
Bibliothèques	62	1 184 800	1 204 147	185 804	1 389 951	1 389 951	1 286 569
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	322 693	300 732		300 732	300 732	281 268
	66	1 984 171	1 960 509	259 819	2 220 328	2 220 328	2 030 684
	67	5 942 556	5 924 896	1 000 338	6 925 234	6 925 234	6 301 454
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 520 807	1 395 930		1 395 930	1 460 955	1 571 503
Autres frais	70	125 255	116 667		116 667	116 667	135 872
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	137 000	143 000		143 000	248 486	171 605
Autres	72		83 129		83 129	84 146	306
	73	1 783 062	1 738 726		1 738 726	1 910 254	1 879 286
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	5 835 359	6 244 150	(6 244 150)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2014	50
Formulaire électronique de transmission et d'attestation	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de Ville de Sainte-Julie,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de Ville de Sainte-Julie (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de Ville de Sainte-Julie a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Brossard
Le 3 mai 2013

1 1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A105474

DATE 2013-05-03

Dernière modification avant dépôt : 2013-05-02 11:49:14

Dernière modification : 2013-05-02 11:49:14

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	32 133 550
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>32 133 550</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 280 493		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	118 002		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>3 398 495</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>28 735 055</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2012 ²	1	<u>2 824 044 500</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2012 ²	2	<u>2 839 666 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 831 855 600</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>28 735 055</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 831 855 600</u>
Taux global de taxation réel de 2012	6	| 1 | , | 0 | 1 | 4 | 7 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2012 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2012 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 253 839	674 278	672 492
Usines de traitement de l'eau potable	2		140 227	(376 387)
Usines et bassins d'épuration	3	125 000	211 585	68 060
Conduites d'égout	4	2 432 904	994 958	692 853
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	11 817 277	1 908 297	2 686 681
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	175 290	274 686	160 692
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	646 000	292 749	972 427
Autres infrastructures	11		501 904	289 117
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	14 500	92 305	2 237 327
Édifices communautaires et récréatifs	14		18 095	307 732
Améliorations locatives	15		1 473	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	345 000	287 670	234 468
Ameublement et équipement de bureau	18	346 500	322 291	155 927
Machinerie, outillage et équipement divers	19	131 000	471 147	322 215
Terrains	20		7 532	316 851
Autres	21	126 800		
	22	18 414 110	6 057 497	8 740 455

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		476 119	667 913
Usines de traitement de l'eau potable	24		140 227	(376 387)
Usines et bassins d'épuration	25		211 585	68 060
Conduites d'égout	26		583 843	675 164
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		198 159	4 579
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		411 115	17 689
	31		1 880 821	1 057 018

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	42 936 096	4 609 950	5 116 607	42 429 439
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	1 714		557	1 157
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	238 111		123 723	114 388
Autres	6				
	7	43 175 921	4 609 950	5 240 887	42 544 984
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8	293		293	
Réserves financières et fonds réservés	9	506 426	3 696	77 363	432 759
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	9 516 892	72 399		9 589 291
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	28 429 232	105 008	393 380	28 140 860
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	38 452 843	181 103	471 036	38 162 910
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	4 723 078	286 687	627 691	4 382 074
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18	4 723 078	286 687	627 691	4 382 074
Prêts					
	19				
	20	4 723 078	286 687	627 691	4 382 074
	21	43 175 921	467 790	1 098 727	42 544 984
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	43 175 921	467 790	1 098 727	42 544 984

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Administration générale					
Application de la loi	1	109 546	108 058	108 058	70 989
Évaluation	2				
Autres	3	361 643	360 826	360 826	315 578
Sécurité publique					
Police	4	4 762 750	4 517 504		
Sécurité incendie	5	16 818	16 818	16 818	8 449
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	134 202	134 202	134 202	109 370
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 813 591	1 813 591		55 864
Matières résiduelles	12	3 125 058	3 126 213	3 126 213	2 998 027
Cours d'eau	13	31 381	31 381	31 381	38 835
Protection de l'environnement	14	11 332	11 149	11 149	11 063
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	260 808	256 598	256 598	266 685
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	57 862	57 692	57 692	28 313
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	123 956	123 107	123 107	124 307
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	125 018	126 501	126 501	122 475
Réseau d'électricité					
	24				
	25	10 933 965	10 683 640	4 352 545	4 149 955

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	27,00	35,00	2 487 093	681 370	3 168 463
Professionnels	2					
Cols blancs	3	59,00	35,00	2 467 601	776 376	3 243 977
Cols bleus	4	63,00	40,00	2 779 940	884 181	3 664 121
Policiers	5					
Pompiers	6	16,00	40,00	686 180	79 616	765 796
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	165,00		8 420 814	2 421 543	10 842 357
Élus	9	9,00		411 088	95 821	506 909
	10	174,00		8 831 902	2 517 364	11 349 266

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12	161 160	369 070	530 230
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14	36 838	78 656	115 494

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	108 058	27		53	108 058	79		105	108 058	131
Évaluation	2	253 988	28		54	253 988	80		106	253 988	132
Autres	3	5 291 113	29	277 247	55	5 568 360	81	120 455	107	5 447 905	133
	4	5 653 159	30	277 247	56	5 930 406	82	120 455	108	5 809 951	134
Sécurité publique											
Police	5	4 786 901	31	61 062	57	4 847 963	83	284 382	109	4 563 581	135
Sécurité incendie	6	1 529 949	32	291 495	58	1 821 444	84	18 227	110	1 803 217	136
Sécurité civile	7	8 035	33		59	8 035	85		111	8 035	137
Autres	8	359 542	34		60	359 542	86		112	359 542	138
	9	6 684 427	35	352 557	61	7 036 984	87	302 609	113	6 734 375	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	3 963 973	36	2 215 093	62	6 179 066	88	54 363	114	6 124 703	140
Enlèvement de la neige	11	924 345	37	95 360	63	1 019 705	89	73 638	115	946 067	141
Autres	12	368 328	38	270 301	64	638 629	90		116	638 629	142
Transport collectif	13	4 951 536	39	80 627	65	5 032 163	91	1 807 005	117	3 225 158	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	10 208 182	41	2 661 381	67	12 869 563	93	1 935 006	119	10 934 557	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 813 607	42		68	1 813 607	94		120	1 813 607	146
Traitement des eaux usées	17	535 770	43	618 603	69	1 154 373	95	31 027	121	1 123 346	147
Réseaux d'égout	18	689 023	44	141 934	70	830 957	96		122	830 957	148
Matières résiduelles	19	563 756	45	1 163 835	71	1 727 591	97	3 296	123	1 724 295	149
Déchets domestiques et assimilés	20	1 970 192	46		72	1 970 192	98		124	1 970 192	150
Matières recyclables	21	1 224 844	47	4 161	73	1 229 005	99	1 260	125	1 227 745	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	31 381	49		75	31 381	101		127	31 381	153
Protection de l'environnement	24	14 760	50		76	14 760	102	91	128	14 669	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	6 843 333	52	1 928 533	78	8 771 866	104	35 674	130	8 736 192	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	256 598	172	187	256 598	202	217	256 598	232			
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159		174	189		204	219		234			
	160	256 598	175	190	256 598	205	220	256 598	235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	819 717	176	24 094	843 811	206	14 313	829 498	236	1 572		
Rénovation urbaine	162	2 000	177	192	2 000	207	222	2 000	237	2 917		
Promotion et développement économique	163	131 661	178	193	131 661	208	223	131 661	238	31 951		
Autres	164	27 677	179	194	27 677	209	224	27 677	239			
	165	981 055	180	24 094	1 005 149	210	14 313	990 836	240	36 440		
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	3 964 387	181	740 519	4 704 906	211	623 550	4 081 356	241	131 843		
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 204 147	182	185 804	1 389 951	212	13 725	1 376 226	242	62 047		
Autres	168	756 362	183	74 015	830 377	213	115 585	714 792	243	13 579		
	169	5 924 896	184	1 000 338	6 925 234	214	752 860	6 172 374	244	207 469		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	36 551 650	186	6 244 150	42 795 800	216	3 160 917	39 634 883	246	1 738 726		

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Non audité**

		2012	2011
Rémunération	1	3 881	55 109
Charges sociales	2	898	11 416
Biens et services	3	6 039 589	8 779 489
Frais de financement	4	13 129	62 316
Autres	5		
	6	6 057 497	8 908 330

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		2012	2011
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 334 469	1 567 403
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 334 469	1 567 403
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 421 547	1 135 264
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		(18 200)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(661 418)	(1 099 998)
Réserves financières et fonds réservés	8	(250 000)	(250 000)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	510 129	(232 934)
Solde à la fin de l'exercice	12	1 844 598	1 334 469
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	39 646	1 706 556
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	39 646	1 706 556
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(432 198)	(291 854)
Activités d'investissement	17	15 307	(2 475 054)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	661 418	1 099 998
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	244 527	(1 666 910)
Solde à la fin de l'exercice	22	284 173	39 646
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 136 587	884 333
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 136 587	884 333
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	610 093	694 434
Activités d'investissement	27	(995 656)	(692 180)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	250 000	250 000
Financement des investissements en cours	29		
	30	(135 563)	252 254
Solde à la fin de l'exercice	31	1 001 024	1 136 587

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

		2012	2011
Montant à pouvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	32	(1 432 572)	(1 405 790)
Redressement aux exercices antérieurs	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(1 432 572)	(1 405 790)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(75 000)	(66 000)
Autres	37	(12 000)	(12 000)
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	()	()
Autres	40	(46 820)	(18 000)
	41	(109 820)	(36 000)
Diminution de l'exercice	42	6 863	9 218
	43	(102 957)	(26 782)
Solde à la fin de l'exercice	44	(1 535 529)	(1 432 572)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	45	(2 636 270)	(2 425 276)
Redressement aux exercices antérieurs	46		
Solde redressé au début de l'exercice	47	(2 636 270)	(2 425 276)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48	1 639 737	(210 994)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49		
Excédent de fonctionnement affecté	50		
Réserves financières et fonds réservés	51		
	52		
	53	1 639 737	(210 994)
Solde à la fin de l'exercice	54	(996 533)	(2 636 270)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	55	79 416 878	75 097 411
Redressement aux exercices antérieurs	56		
Solde redressé au début de l'exercice	57	79 416 878	75 097 411
Variation de l'exercice	58	(2 329 029)	4 319 467
Solde à la fin de l'exercice	59	77 087 849	79 416 878

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>1125</u>	<u>250 000</u>
	5	<u>3 750 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 750 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 18)		Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	82 996	2	3	4	3 696	5	6	16 600	7	70 092		
Montant réservé pour le service de la dette	8	423 430	9	10	11	77 363	12	13	(16 600)	14	362 667		
	15	506 426	16	17	18	3 696	19	20	77 363	21	0		432 759

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	2012		2011
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 0 □ 8 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 2 □ 5 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 7 □ 9 □ 8 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 8 □ 2 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 2 □ 1 □ 6 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 0 □ 8 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 1 □ 4 □ 2 □ 0 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|2|0|7| , |0|0|	\$
Égout	2	| | | | , | | |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | |	\$
Matières résiduelles	5	|2|6|8| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe de secteur - service dette-aqueduc	,0040	1	
Taxe de secteur - service dette - égouts	,0310	1	
Infrastructures urbaines - taux maximal	71,6700	3	
Infrastructures urbaines - taux minimal	44,8700	3	
Eau - piscines	40,0000	4	
Eau		7	Compteur d'eau commerce
Ordures		7	Conteneur - commerce

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2012	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2012 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2012 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	103 198	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1580, Chemin du Fer-à-Cheval
 (no) (rue)
Sainte-Julie J3E 2M1
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 922-7111
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 922-7108
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@ville.sainte-julie.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Sylvie Forest, CPA, CA

Téléphone (450) 922-7061
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 922-7108
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel sforest@ville.sainte-julie.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton

Titre Comptables agréés

Adresse 4805 boulevard Lapinière, bureau 2100
 (no) (rue)
Brossard J4Z 0G2
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 445-6226
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 876-5021
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel grandmont.bernard@rcgt.com

Responsable du dossier Bernard Grandmont

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2014

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2012

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE DE TRANSMISSION ET D'ATTESTATION

Je , Sylvie Forest, CPA, CA, trésorière , atteste que le rapport financier consolidé de Sainte-Julie pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, déposé lors de la séance du conseil du 2013-05-07 , est transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Je certifie que les informations ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant et mon rapport de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>92 616 \$</u>
Le taux global de taxation réel de 2012 à la page S34 ligne 6 est de	<u>1,0147 \$</u>

Date et heure de la dernière modification : 2013-05-02 11:49:14

Date de transmission au Ministère : 2013/05/08